



"On meurt de stress" : en plein Covid, le blues des lycéens à l'approche du bac



Jeudi dernier, les lycéens se sont joints à la manifestation enseignante, réunissant 78 000 manifestants.

A.I.

Article Abonné

"On nous rabâche toujours que l'on est en train de vivre les plus belles années de notre vie... Pourtant je n'attends qu'une seule chose, c'est que ça se termine." Ce jeudi 13 janvier, Yona est en tête de file du cortège de la manifestation enseignante pour exprimer son "ras-le-bol". A deux mois des premières épreuves de spécialités, la lycéenne a bien du mal à trouver la force de lutter pour décrocher son bac. "Aujourd'hui, on meurt de stress et d'anxiété dans nos lycées. Le Covid ne nous a pas laissés un moment de répit depuis notre arrivée en seconde et on ne se sent pas aidés. Face à une telle situation, j'en arrive à avoir peur pour ma santé mentale." Elève d'un lycée en banlieue parisienne, Yona sait à quel point ses résultats sont importants pour intégrer "les grandes écoles dont [elle] rêve". "S'il m'arrivait d'échouer à cause d'une mauvaise gestion de la crise à l'école par le gouvernement, je ne m'en remettrais pas."

A l'écoute de son témoignage, les lycéens qui lui emboîtent le pas acquiescent de la tête en signe de soutien. Dans le cortège, Colin Champion, 17 ans et président du syndicat La voix lycéenne, s'érige en meneur de troupes. "Nous sommes venus exiger un réajustement du bac 2022 avec le report des épreuves de mars en juin et une adaptation des programmes pour limiter la charge de travail en cette période compliquée." Elève de terminale lui aussi, il a fait le déplacement depuis Besançon pour "défendre la cause des lycéens de France". Le jeune homme dénonce "un déni de la situation dans les lycées et le mépris du gouvernement envers les élèves". Pour faire entendre leur mécontentement auprès "des politiques", les militants prennent la direction du ministère de l'Education nationale. "Nous ne relâcherons pas la pression tant que nous n'aurons pas eu gain de cause", promet Colin.

"J'ai multiplié les crises d'angoisse"

Priscillia, scolarisée dans un lycée du Val-de-Marne, dit avoir subi de plein fouet les conséquences de l'application du protocole sanitaire. Cette élève de terminale, qui a contracté le Covid en ce début d'année, se dit "en plein doute" pour la suite de sa scolarité. "Je suis restée isolée sept jours [NDLR : comme le protocole l'exige pour les



élèves vaccinés] sans bénéficier d'aucune aide et d'aucun suivi. Je n'ai pas eu droit à des cours en visio et j'ai loupé trois épreuves de bac blanc, dont celles de spécialités. Aujourd'hui, je me vois mal rattraper mon retard, c'est angoissant." Cloîtrée chez elle, la lycéenne n'a pas reçu "la moindre nouvelle de son établissement". "Personne ne s'est inquiété de savoir si je m'en sortais ou si j'étais sur le point de décrocher." "L'idée de prendre du retard sur mes programmes ou sur mes révisions et d'échouer aux examens m'inquiète, à tel point que j'ai multiplié les crises d'angoisse durant mon isolement", poursuit celle qui, plutôt bonne élève, ne rencontre habituellement pas de difficultés au lycée. Aujourd'hui, l'adolescente de 17 ans est retournée en cours avec un objectif : rattraper son retard "conséquent". Pour cela, elle n'hésitera pas à toquer aux portes de ses professeurs pour tenter "peut-être" de rattracher le wagon de préparation au bac qui l'a laissée sur le quai des doutes et des incertitudes.

Les conducteurs ont eux-mêmes du mal à faire en sorte que leurs trains arrivent à l'heure. David, qui enseigne dans un lycée de Seine-Saint-Denis, craint de ne pas arriver au bout de son programme qu'il est obligé de survoler avec ses élèves. "On a des chapitres plus lourds, des épreuves programmées plus tôt, une crise sanitaire qui frappe l'école et personne ne décide d'aménager les épreuves du bac ? On envoie les lycéens droit dans le mur !" Le professeur de mathématiques a un avis bien tranché sur la gestion de la crise et la non-fermeture des écoles. "Tout ce qu'ils souhaitent, c'est que les enfants soient en classe pour permettre aux parents d'aller bosser. Ils veulent juste que l'économie du pays continue de tourner, mais l'éducation des Français, c'est le cadet de leurs soucis", attaque-t-il.

"Les épreuves de mars sont prématurées"

Céline, qui enseigne les sciences économiques et sociales (SES) dans un lycée de l'Essonne, collectionne les classes fermées depuis le début de l'année. Si elle a participé à la manifestation du 13 janvier, c'est "non seulement pour faire prévaloir ses droits mais aussi ceux de ses élèves". "Il m'est déjà arrivé qu'un seul élève se présente en classe, mais je ne peux pas donner cours dans ces conditions. Donc, on finit par annuler la leçon et on fait perdre quatre heures de spécialité aux premières et six heures aux terminales." Des heures cruciales pour une spécialité composée de sept chapitres obligatoires, pour une évaluation qui représente 16% de la note finale du bac. "L'année dernière, c'était huit chapitres ! Heureusement, ils ont décidé d'en supprimer un, mais ce n'est toujours pas suffisant au vu de la charge de travail pour l'enseignant mais aussi pour l'élève. Ces épreuves de mars sont trop prématurées compte tenu du retard accumulé, il faut les repousser."

Alors que les élèves devraient déjà avoir étudié cinq chapitres à ce moment de l'année, seuls 7% des profs de SES révèlent être dans les temps, d'après l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales. Leur enquête, publiée le 10 janvier, dévoile également que plus de 70% des professeurs n'ont pas pu faire d'entraînement en conditions réelles, ni de dissertation ou d'épreuves en quatre heures. Céline ajoute que "le plus gros danger pour les élèves serait surtout qu'un de leurs professeurs tombe malade et que le cours n'avance plus durant sept jours à minima" [NDLR : si l'enseignant est vacciné]. Au 5 janvier, Jean-Michel Blanquer annonçait 7% de profs absents dans les écoles, un chiffre qui pourrait s'élever à 30% d'ici la fin du mois selon le conseil scientifique. En réponse à cette pénurie, le ministre a indiqué vouloir recruter 3300 contractuels pour remplacer les professeurs atteints du Covid. Des mesures qui "ne suffiront pas à régler les difficultés liées aux absences des enseignants ou au retard sur les programmes", insiste Céline.

NOUVEAU RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

LES DÉBATS — DE L'EXPRESS

L'Amérique de Biden un an après, espoirs déçus ?

Le 20 janvier à 11h30

Je découvre >



La mobilisation a trouvé un écho du côté du gouvernement. Rue de Grenelle, on réfléchit désormais à un possible report des épreuves de spécialités de mars. Le sujet sera certainement au centre des débats ce mercredi, lors de l'assemblée consultative qui doit réunir le conseil national de la vie lycéenne. Colin Champion, lui, redoute un simple coup médiatique. "On sait tous comment ça va se passer. Jean-Michel Blanquer va entendre nos représentants sans les écouter, ils vont faire une belle photo au ministère et ne nous apporter aucune réponse." Par conséquent, les représentants de La voix lycéenne ont annoncé descendre, une nouvelle fois, dans la rue jeudi pour se joindre à la seconde manifestation enseignante.

